

ALERTE OTAN !

Belgique- België
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN
N°70 - 3e trimestre 2018

Sommaire

p2 Sommet Otan 2018 : Le coût de l'OTAN

p3 Le réarmement de l'Europe du Nord

p5 Pourquoi l'OTAN reste-t-elle en Afghanistan ?

p6 Syrie : Un memorandum anti-guerre de vétérans US

p7 Venezuela : la pluie de menaces continue...

p9 En bref : Facebook et l'OTAN, la déclaration d'Oliver Stone

p10 Poème : 73 ans d'Hiroshima et Nagasaki

La campagne Pas d'Avions de Chasse doit continuer !

Que nous réserve le gouvernement Michel, lors de la rentrée parlementaire? Un jour pour présenter son bilan, un jour pour « discuter » et voter la confiance au gouvernement. C'est possible que Charles Michel ne dise pas un mot du choix gouvernemental pour le remplacement des F-16. Mais de toutes façons nous devons insister encore et encore pour que les parlementaires, les partis progressistes, les associations citoyennes dénoncent, soit le silence, soit les manœuvres en coulisse pour faire passer l'achat des bombardiers nucléaires par la Belgique.



Entre les élections communales et provinciales d'octobre et celles régionales, communautaires, nationales et européennes de mai 2019, le gouvernement cherchera à « noyer le poisson », et à faire passer pour une question technique, - à résoudre entre experts militaires et fabricants d'armement- cette dépense militaire faramineuse de 15 milliards (si l'on compte l'ensemble : achats des bombardiers + les 100 militaires /avion pour assurer leur entretien et les piloter).

On ne peut baisser la garde dans le mouvement de paix tant que le gouvernement, quel que soit le résultat des élections, ne renonce pas totalement à renouveler la flotte des avions de chasse et ne refuse pas la présence des bombes atomiques de Kleine Brogel, dont la modernisation est également à l'ordre du jour, de même que toute augmentation du budget militaire belge pour renflouer l'Otan.

Prix : 1€

www.csotan.org - info@csotan.org

Dons : BE94 0682 4474 9114

L'Otan expansible et toujours plus coûteuse s'élargit sur l'Europe

Le sommet confirme au plus haut niveau la montée en puissance de la structure de commandement principalement en fonction anti-Russie. Vont être constitués un nouveau Commandement conjoint pour l'Atlantique, à Norfolk aux USA, contre "les sous-marins russes qui menacent les lignes de communication maritime entre États-Unis et Europe", et un nouveau Commandement logistique, à Ulm en Allemagne, comme "dissuasion" contre la Russie, avec la mission de "déplacer plus rapidement les troupes à travers l'Europe dans n'importe quel conflit".

D'ici 2020 l'Otan disposera en Europe de 30 bataillons mécanisés, 30 escadrilles aériennes et 30 navires de combat, déployables en 30 jours ou moins contre la Russie. Le président Trump aura ainsi en main des cartes plus fortes au Sommet bilatéral qu'il tiendra, le 16 juillet à Helsinki, avec le président russe Poutine. De ce que le président étasunien établira à la table des négociations dépendra fondamentalement la situation de l'Europe.

L'Otan -qui s'est constituée en 1949, six ans avant le Pacte de Varsovie, formellement sur la base du principe établi à l'Article 5- a été transformée en alliance qui, sur la base du "Nouveau Concept Stratégique", engage les pays membres à "mener des opérations de riposte aux crises non prévues à l'Art. 5, en-dehors du territoire de l'Alliance". Sur la base du nouveau concept géostratégique, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'est étendue jusque sur les montagnes afghanes, où l'Otan est en guerre depuis 15 ans.

Ce qui n'a pas changé, dans la mutation de l'Otan, est la hiérarchie à l'intérieur de l'Alliance. C'est toujours le Président des États-Unis qui nomme le Commandant Suprême Allié en Europe, qui est toujours un général étasunien, tandis que les alliés se limitent à ratifier le choix. Même chose pour les autres commandements clé. La suprématie USA s'est renforcée avec l'élargissement de l'Otan, car les pays de l'Est sont plus liés à Washington qu'à Bruxelles.

Le Traité de Maastricht signé en 1992, a déjà établi la subordination de l'Union européenne à l'Otan, dont font partie 22 des 28 pays de l'UE (avec la Grande-Bretagne en sortie de l'Union). Il stipule, à l'article 42, que "l'Union respecte les obligations de certains États membres, lesquels retiennent que leur défense commune se réalise à travers l'Otan, dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord". Et le protocole n° 10 sur la coopération instituée par l'art. 42 souligne que «l'Otan reste le fondement de la défense» de l'Union européenne.

La Déclaration conjointe sur la coopération Otan-UE, signée hier à Bruxelles à la veille du Sommet, confirme cette subordination : "L'Otan continuera à jouer son rôle unique et essentiel de pierre angulaire de la défense collective pour tous les alliés, et les efforts de l'UE renforceront aussi l'Otan". La Pesco et le Fonds européen pour la Défense, a souligné le secrétaire général Stoltenberg, "sont complémentaires, non pas

alternatifs à l'Otan". La "mobilité militaire" est au centre de la coopération Otan-UE, garantie par la Déclaration conjointe. Importante aussi la "coopération maritime Otan-Ue en Méditerranée pour combattre le trafic de migrants et alléger ainsi les souffrances humaines".

Le rayon d'expansion de l'Otan va bien au-delà de l'Europe. Celle-ci a une série de partenaires, reliés à l'Alliance par divers programmes de coopération militaire. Parmi les vingt qui entrent dans le Partenariat euro-atlantique, figurent Autriche, Finlande et Suède. Le Partenariat Méditerranéen comprend Israël et la Jordanie, qui ont des missions officielles permanentes au quartier général de l'Otan à Bruxelles, l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie. Le Partenariat du Golfe comprend le Koweït, le Qatar et les Émirats, avec des missions permanentes à Bruxelles, plus le Bahreïn. L'Otan a en outre neuf "Partenaires mondiaux" en Asie, Océanie et Amérique Latine -Irak, Afghanistan, Pakistan, Mongolie, Corée du Sud, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et Colombie- dont certains "contribuent activement aux opérations militaires Otan".

Sous la pression des USA, les alliés européens et le Canada ont augmenté leurs dépenses militaires de 87 milliards de dollars depuis 2014. Malgré cela, le président Trump frappera du poing sur la table du Sommet, en accusant les alliés parce que, tous ensemble, ils dépensent moins que les États-Unis. "Tous les alliés sont en train d'augmenter leur dépense militaire", assure le secrétaire général de l'Otan Stoltenberg.

Les pays qui consacrent aux dépenses militaires au moins 2% de leur PIB passent de 3 en 2014 à 8 en 2018. On prévoit ainsi que d'aujourd'hui à 2024 les alliés européens et le Canada vont accroître leurs dépenses militaires de 266 milliards de dollars, en portant la dépense militaire totale de l'Otan à plus des 1000 milliards de dollars annuels. L'Allemagne la portera en 2019 à une moyenne de 114 millions d'euros par jour et planifie de l'augmenter de 80% d'ici 2024. L'Italie s'est déjà engagée à la porter des actuels 70 millions d'euros par jour à environ 100 millions d'euros par jour. Comme le requiert celui qui, dans le programme de gouvernement du "contrat" entre M5Stelle et Lega, est défini comme "l'allié privilégié de l'Italie".

Manlio Dinucci , 11.7.2018 Traduit de l'italien par M-A Patrizio

Stop au réarmement des pays du nord de l'Europe

La paix ne se gagne que par des moyens pacifiques. Tous les pays du nord de l'Europe sont en train d'être réarmés sous la houlette de l'OTAN. C'est ce qui accroît le danger de guerre. Au dernier sommet des ministres de la défense de l'OTAN, en novembre 2017, des décisions menaçant sérieusement la paix ont été prises.

Deux nouveaux centres de commandement en voie d'installation

Un centre de commandement Atlantique va être créé pour prendre le contrôle de l'Atlantique et de l'Arctique. En Norvège, des bases pour les marines US sont en cours de construction. L'aéroport de Rygge près de Moss est agrandi pour servir de base à l'US Airforce en cas de conflit. En 2016, Keflavik en Islande est devenue une base militaire US.

Un centre de commandement logistique va assurer une liberté totale de mouvement à l'OTAN, à travers toute l'Europe. Les infrastructures sont considérées comme une priorité militaire dans la préparation à la guerre. En coopération avec l'UE, les systèmes de transport, d'énergie et de communication ainsi que la législation sont en train d'être adaptés à une situation de guerre. La présence de soldats américains à l'aéroport d'Arlanda donne une indication claire de ce développement.

La coopération avec l'OTAN a conduit à des changements majeurs dans les politiques de défense.

La Norvège, le Danemark et l'Islande sont membres de l'OTAN depuis 1949. La Suède et la Finlande ont rejoint le «Partenariat pour la paix» en 1994. De plus, la Finlande a conclu un accord de pays hôte avec l'OTAN depuis 2014. En mai 2016, le parlement suédois a ratifié son accord de pays hôte avec l'OTAN, malgré une large opposition de la population. L'expansion des activités de l'OTAN au cours des dernières années s'est accélérée au nord et à l'est, à proximité de la frontière russe. Ce développement augmente la tension et le danger de guerre avec la Russie. La coopération militaire nordique joue un rôle de plus en plus important : elle implique la Nordefco (La Coopération de défense nordique), la coopération nordique-balte, la NB8 (les huit pays nordiques et baltes) et la coopération militaire au Nord (les pays nordiques, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Pologne et les Pays-Bas). La Suède et la Finlande s'impliquent ainsi de plus en plus au sein de l'OTAN. Les pays nordiques ne peuvent plus être considérés comme des nations pacifiques. Le réarmement et la collaboration avec l'OTAN augmentent le danger de guerre.

Des bases nordiques permanentes

Les premières étapes pour établir des bases militaires permanentes en Norvège ont été franchies. 300 marines américains ont été stationnés à Værnes près de Trondheim, la prochaine étape étant une base à Setermoen dans le Troms. Une grande quantité de

matériel militaire est stockée pour les Américains, dans les grottes de montagne à Trøndelag et sur les cinq aéroports Andøya, Sola, Bodø, Evenes et Bardufoss. Des zones d'entraînement pour les soldats britanniques ont en outre été organisées. La base américaine de Keflavik en Islande est en cours de modernisation et il est prévu de placer un centre d'entraînement et de commandement central pour tous les chasseurs F-35 d'Europe du Nord dans le Jutland.

Des chasseurs F-35 et des armes nucléaires

Les premiers chasseurs F-35 sont arrivés en Norvège et sont basés à Ørland, Trøndelag. Dans quelques années, les chasseurs F-35 seront également basés au Danemark à l'aéroport militaire de Skrydstrup, près de la frontière allemande. La Finlande envisage également d'acheter des chasseurs F-35. Avec ces avions de chasse, les pays du Nord sont en possession d'une arme offensive, capable de transporter des bombes nucléaires et des missiles de croisière. Leur portée étendue leur donne la capacité d'atteindre des objectifs loin en Russie. Les avions F-35 font partie de la flotte d'avions de guerre de l'OTAN sous commandement américain. Le coût de ces équipements s'élève à des milliards de couronnes, l'argent provenant des budgets sociaux.

Les armes nucléaires sont modernisées et coûtent d'énormes sommes d'argent. Cela se passe aux États-Unis, en Russie et au Royaume-Uni. En janvier 2017, le président Trump a donné à son ministre de la défense, Mattis, des directives pour le Nuclear Posture Review, NPR. Le NPR doit être considéré comme le document le plus dangereux du monde, rendant la possibilité d'une guerre nucléaire plus tangible en abaissant le seuil d'utilisation des armes nucléaires. Maintenant, on parle de l'utilisation réelle des armes nucléaires - aux États-Unis ainsi qu'en Russie.

Le système de défense antimissile des États-Unis et de l'OTAN est intégré dans le système militaire nordique

Les pays nordiques deviennent une composante importante de la défense antimissile de l'OTAN grâce à la nouvelle station radar Globus 3 à Vardø, au Finnmark (Norvège). Elle sera installée d'ici 2020 et donnera aux pays nordiques un rôle de premier plan. Les accords nordiques conclus en novembre 2017 impliquent que les informations stratégiques de la Finlande et de la Suède soient accessibles à l'OTAN.

La militarisation de la mer Baltique et des pays baltes

La militarisation de la mer Baltique se manifeste de différentes manières. Depuis 2009, les États-Unis / l'OTAN, la Suède et la

Finlande ont participé à des exercices militaires annuels dans les pays Baltes et dans la mer Baltique. La Suède a établi une base militaire sur Gotland et la neutralité historique d'Åland est menacée. Le Danemark établira un nouveau centre d'interception sur Bornholm. En Norvège, Hønefoss est un centre important pour intercepter les communications depuis les téléphones et les médias sociaux. L'accord de défense danois 2018 - 2023 contient un réarmement orienté vers la mer Baltique, les pays baltes et la Russie. Le budget militaire doit être augmenté de 20% soit 12,3 milliards de couronnes danoises au cours des 6 prochaines années. L'achat des chasseurs F-35 fait partie de ce budget. Les navires de guerre danois seront équipés de missiles et de radars et, éventuellement, de missiles nucléaires. Les drones feront partie de l'équipement de défense.

Une force entièrement équipée de 4 000 soldats prête à être utilisée dans les pays baltes est en cours de mise en place. Le Danemark a été désigné comme le lieu de rassemblement des troupes de l'OTAN en cas de guerre avec la Russie. Une force de 20 000 soldats sera mobilisée pour sauvegarder la logistique. Le Danemark a également lancé un satellite pour surveiller le trafic en mer et dans les airs dans l'Arctique. À partir de 2018, les troupes danoises seront stationnées en permanence en Estonie.

La Suède et la Finlande renforcent leur collaboration avec l'OTAN

Comme il a déjà été signalé, la Suède et la Finlande ont conclu des accords avec les États-Unis. Cela signifie que l'OTAN - sur la base d'une invitation venant du pays hôte - peut non seulement organiser des manœuvres, mais même menacer ou mener une guerre contre un pays tiers à partir du territoire du pays hôte. La Finlande a invité les États-Unis à participer à un exercice militaire en 2020, le plus grand jamais organisé en Finlande. La Suède et la Finlande participent chaque année, depuis 2013, à l'exercice de l'OTAN sur le défi arctique. L'accord du pays hôte suédois est utilisé pour des exercices militaires avec les pays de l'OTAN. Le plus grand exercice jusqu'à présent, Aurora 17 a eu la participation de la Suède, des États-Unis, de la Finlande, de la Norvège, de la France, du Danemark, de l'Estonie et de la Lituanie. En 2014, la Suède et la Finlande, de même que la Géorgie, la Jordanie et l'Australie, ont été désignées comme partenaires particulièrement précieux dans le cadre du programme d'amélioration des possibilités (EOP). Cela donne à ces pays le droit de s'asseoir à la table des sommets de l'OTAN.

La Finlande et l'OTAN ont engagé une vaste coopération dans le domaine de la sécurité. En octobre 2017, Jens Stoltenberg a ouvert un centre d'expertise en Finlande contre les cybermenaces (www.hybridcoe.fi). La Suède collabore avec StratCom à Riga (Centre d'excellence des communications stratégiques de l'OTAN). L'identité de l'ennemi désigné est évidente.

Le 11 décembre 2017, le Conseil de l'Union européenne a décidé d'établir une coopération structurée permanente dans le domaine de la défense (PESCO). L'objectif est de développer une capacité de défense commune et d'investir dans des projets

communs. Les pays s'engagent à réarmer. PESCO contribue à la militarisation de l'UE. Les pays membres participants sont au nombre de 25, dont la Suède et la Finlande. Le Danemark jouit d'un régime d'exception concernant la coopération militaire au sein de l'UE et ne participera donc pas à PESCO. La Norvège n'est bien sûr pas membre de l'UE, mais membre de l'OTAN.

Selon l'accord PESCO, chaque pays membre apportera ses propres propositions sur la manière de collaborer. La Suède contribuera avec un centre européen de test et d'évaluation à Vidsel. Cela conduira sans aucun doute un plus grand nombre de pays à tester des armes et à mener des exercices militaires à Norrbotten.

La zone d'essai de Vidsel (North European Aerospace Test Range, NEAT) est située à Norrbotten. C'est la plus grande zone d'essai en Europe pour les nouveaux systèmes d'armes, les drones, les avions de combat et les fusées assistées par satellite. Ici, Israël et les États-Unis ont développé leurs armes assistées par satellite utilisées lors de l'attaque israélienne contre Gaza. Un large éventail d'exercices militaires a eu lieu ces dernières années dans le nord.

La plus grande station de récupération des données collectées par satellite au monde, Esrange, est située près de Kiruna. Sur une base commerciale, il fournit des photos de zones importantes pour les militaires des pays alliés occidentaux. Kiruna est devenue l'une des deux stations Galileo conçues pour les satellites et pour exploiter les commandes de relais à partir des stations au sol. Lerkil en Suède a la troisième plus grande station d'interception au monde, après celle des États-Unis et du Royaume-Uni. (...)

Protestation contre le réarmement militaire des pays nordiques lors de l'exercice militaire 'Trident Juncture' en Norvège, en 2018

En 2018, la Norvège sera le pays hôte d'un grand exercice militaire sous les lègides du Trident Junction 18 de l'OTAN. 35 000 soldats de 30 pays, 150 avions de combat et 70 navires participeront. L'exercice aura lieu non seulement en Norvège mais aussi en Suède, en Finlande, en Islande et dans la Baltique. Le scénario envisagé est que l'un des pays nordiques soit attaqué par la Russie.

Nous devons nous unir contre les préparatifs de guerre de l'OTAN. Ensemble, nous devons protester contre les exercices militaires et le réarmement. Le réarmement est financé par les budgets sociaux et nous menace tous du danger et de la folie d'une guerre nucléaire. Nous soutenons également l'appel à protester dans toutes les capitales européennes lors du sommet de l'OTAN du 11 juillet prochain.

Résolution signée par 27 mouvements de paix de Norvège, Suède, Danemark, Finlande

Pourquoi l'Otan reste en Afghanistan

Une des résolutions significatives adoptées par le récent Sommet de l'Otan à Bruxelles en juillet de cette année concerne l'Afghanistan. D'ailleurs, parmi les délégations d'Etats invités à ce Sommet, il y avait des représentants du gouvernement afghan. Les étiquettes collées à la «mission» de l'Otan en Afghanistan ont changé, le contenu et les objectifs restent les mêmes. Et les F-35 sont déjà à l'œuvre pour des opérations dites de contre-terrorisme qui ont la bénédiction de l'Otan.

Le 2 septembre 18, le commandement de la mission «Resolute Support» dirigée par l'Otan est passé d'un général US à un autre général US. Ce général «superviser les efforts que déploient sans relâche les pays de l'OTAN et leurs partenaires d'opération pour rendre les forces et institutions de sécurité afghanes plus efficaces et soutenables à travers la mission de formation, de conseil et d'assistance». La nouvelle mission militaire US en Afghanistan portera le nom de «Operation Freedom 's Sentinel – OFS. Elle sera chargée, entre autres, de «mener des opérations de contre-terrorisme (sic!) contre ce qui reste de Al Qaida et ses associés

Lors de la cérémonie de passation de commandement, le général Miller a déclaré : «Nous devons donner à nos partenaires afghans les moyens de renforcer leurs capacités militaires et de sécurité de sorte qu'ils puissent, sur le long terme, empêcher durablement les terroristes d'établir des sanctuaires sur leur territoire.» À cette occasion, il a également souligné l'importance de la mission Resolute Support, qui comprend 41 pays de l'OTAN et pays partenaires : «Quarante-et-un. C'est un nombre impressionnant, et significatif. Je tiens à remercier l'OTAN et les partenaires d'opération d'avoir mis en place et de maintenir une équipe aussi forte.»

Au sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Bruxelles les 11 et 12 juillet 2018, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN et des pays partenaires d'opération qui contribuent à la mission Resolute Support ont décidé de maintenir la mission jusqu'à ce que la situation sur le terrain justifie un ajustement et de prolonger le soutien financier aux forces de sécurité afghanes jusqu'en 2024. Ils ont réaffirmé leur soutien à un processus de paix et de réconciliation qui soit dirigé et pris en charge par les Afghans.

Et revoilà les F-35B... en Afghanistan

Le 27 septembre 2018, le F-35B, la version à décollage court et à atterrissage vertical de l'avion développé par Lockheed-

Martin, a effectué sa première mission de combat... en Afghanistan. «Pendant cette mission, les F-35B ont mené une frappe aérienne en soutien à des opérations de nettoyage au sol, et la frappe a été considérée comme réussie par le commandant des forces au sol», a indiqué l'US Central Command, le commandement américain pour l'Asie centrale et le Moyen-Orient [US CENTCOM]. «Le F-35B améliore nettement les capacités de combat amphibie et aérien, la flexibilité opérationnelle et la suprématie tactique», a commenté le vice-amiral Scott Stearney, commandant des forces navales de l'US CENTCOM.

Après 15 ans de bombardements et d'occupation par l'Otan «Les Talibans sont bien plus forts qu'avant l'intervention américaine» C'est ce qu'affirme un article du journal Le Figaro (10 mars 18). «Les talibans sont aujourd'hui bien plus puissants qu'il y a 17 ans, au début de l'intervention américaine. À l'époque, ils se sont réfugiés dans leurs bases après avoir été chassés de Kaboul. Il a fallu attendre un à deux ans pour qu'ils puissent mettre en place leur guérilla. Et encore, les Occidentaux expliquaient au même moment que Kaboul était la ville la plus sûre du monde. Aujourd'hui, à cause des attaques, les habitants de la capitale ne savent pas s'ils vont rentrer vivants chez eux à chaque fois qu'ils sortent. Les Talibans contrôlent presque la moitié du pays, ne reconnaissent pas le pouvoir de Kaboul et ne souhaitent discuter qu'avec les Américains. Le pays est dans une impasse militaire. Aucune partie n'arrive à l'emporter sur l'autre. Le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité, notamment dans les rues de Kaboul. Les talibans, eux, n'arrivent qu'à contrôler des petites villes, mais pas les grandes.».

Maintenir sa domination sur l'Afghanistan est un enjeu très important pour l'Otan dans sa stratégie d'encercllement de la Russie.

Claudine Pôlet

Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN : Abonnez-vous & soutenez-nous !

Votre aide financière est notre seul soutien pour continuer à publier et diffuser notre Bulletin trimestriel. Nous comptons sur vous pour apporter votre contribution pour cette année et nous remercions de tout coeur tous ceux et celles qui l'ont déjà fait.

Versement à effectuer au compte CSOTAN – IBAN BE94 0682 4474 9114

Un memorandum anti-guerre de vétérans militaires US

Le groupe Veteran Intelligence Professionals for Sanity - VIPS (Professionnels du renseignement pour la santé mentale des anciens combattants) est composé d'anciens agents de renseignement, diplomates, officiers militaires et membres du personnel du Congrès. L'organisation, fondée en 2002, a été parmi les premiers à critiquer les justifications de Washington pour lancer une guerre contre l'Irak.

Memorandum pour : Le Président

De : Anciens Professionnels du renseignement pour la santé mentale

Objet : Moscou a placé la barre plus haut en Syrie

Monsieur le Président,

Nous craignons que vous n'ayez pas été suffisamment informé de la reprise des hostilités dans le nord-ouest de la Syrie, où les forces armées syriennes, avec l'appui de la Russie, ont lancé une grande campagne pour reprendre la province d'Idlib infestée par les membres du groupe al-Nusra/al-Qaida/État islamique. Les Syriens vont presque certainement réussir à la reprendre, comme ils l'ont fait fin 2016 à Alep. Comme à Alep, cela signifiera un carnage indescriptible, à moins que quelqu'un ne dise enfin aux insurgés que leur cause est perdue d'avance.

Ce quelqu'un, c'est vous. Les Israéliens, les Saoudiens, et d'autres qui veulent que les troubles durent, s'adressent aux insurgés en leur assurant que vous, Monsieur le Président, utiliserez les forces américaines pour les protéger à Idlib, et peut-être aussi pour faire vivre un enfer à Damas. Nous pensons que vos principaux conseillers encouragent les insurgés à penser en ces termes, et que vos principaux collaborateurs s'attribuent le mérite de votre récent changement de politique, qui consiste à passer du retrait des troupes de Syrie à une guerre sans fin.

Mais, cette fois-ci, il existe une grosse différence.

Des unités navales et aériennes russes équipées de missiles sont maintenant déployées en quantité sans précédent pour combattre ceux qui seront tentés d'interférer avec les forces syriennes et russes qui visent à éliminer les terroristes d'Idlib. Nous supposons que vous en avez été informé, du moins dans une certaine mesure. Plus important encore, nous savons que vos conseillers ont tendance à dangereusement sous-estimer les capacités et les intentions russes.

Nous ne voulons pas que vous soyez surpris lorsque les Russes commenceront à utiliser leurs missiles. La perspective d'hostilités directes entre la Russie et les États-Unis en Syrie n'a jamais été aussi forte. Nous ne sommes pas sûrs que vous le réalisiez.

La situation est d'autant plus instable que les dirigeants du Kremlin ne savent pas exactement qui dirige les opérations à Washington. Ce n'est pas la première fois que le Président

Poutine rencontre une telle incertitude (voir brève annexe ci-dessous). C'est cependant la première fois que les forces russes se déploient en si grand nombre dans la région, prêtes à se battre. Les enjeux sont très élevés.

Nous espérons que John Bolton vous a donné une description exacte de ses entretiens acerbes avec son homologue russe à Genève, il y a quelques semaines. À notre avis, il y a fort à parier que le Kremlin n'est pas certain si Bolton parle fidèlement en votre nom ou s'il parle contre votre nom.

La meilleure façon d'assurer à M. Poutine que vous contrôlez la politique des États-Unis à l'égard de la Syrie serait de vous donner rapidement l'occasion de vous exprimer publiquement et de préciser vos intentions. Mais si vous souhaitez une guerre plus ouverte, alors Bolton vous a mis sur la bonne voie.

Si vous voulez calmer le jeu, vous pouvez envisager ce que l'on pourrait appeler un cessez-le-feu préventif. Nous entendons par là un engagement public des présidents des États-Unis et de la Russie à renforcer les procédures afin d'empêcher un affrontement ouvert entre les forces armées américaines et russes. Nous pensons que, dans les circonstances actuelles, ce genre de mesure extraordinaire est maintenant nécessaire pour éviter une guerre plus ouverte.

Groupe VIPS, Professionnels du renseignement pour la santé mentale des anciens combattants

La pluie de menaces contre le Venezuela ne s'arrête pas

Jusqu'à quand ce pauvre pays riche de l'Amérique latine devra se battre contre les pays «démocratiques» qui le poursuivent, et ne lui permettent pas de continuer en paix une route de démocratisation et de partage des richesses ?



Depuis des années déjà, le Venezuela est sur la sellette à cause de manipulations économiques et politiques tant internes qu'externes qui s'entremêlent et qui sont si facilement démontables pourtant. Une fois encore nous allons les exposer, pour tenter de faire comprendre aux trop nombreuses personnes qui se perdent, à cause d'informations mensongères, répandues à bras ouverts, dans la presse internationale financée par les laquais des Etats Unis d'Amérique.

La pénurie alimentaire ? Le manque des médicaments ? Le taux de change ? Les flux illicites ? Tout cela aggrave la situation de la population, et aboutit logiquement à une émigration de masses.

Les entreprises privées ont suspendu la production de denrées alimentaires. La rétention de marchandises, et leur non distribution relèvent aussi de ces mêmes entreprises et c'est là qu'on trouve l'origine de toutes les conséquences que l'on connaît. Le gouvernement américain a imposé des sanctions qui ont été soutenues par le Canada et l'Union Européenne. Cette guerre économique et ces sanctions ont généré des pénuries dans tous les secteurs, ainsi qu'un fort taux de chômage. Tous ces phénomènes ont été instrumentalisés par les financiers vénézuéliens

et étrangers, pour créer le chaos dans la population et essayer de faire tomber le gouvernement du Président Maduro.

Une fois toutes ces mesures prises, la presse internationale a commencé à s'inquiéter de la «crise humanitaire» du pays, l'agression nord-américaine s'attaque alors à des tentatives de démantèlement de l'alliance peuple-armée qui est le pilier de la révolution bolivarienne. Cette alliance est la plus pertinente des contributions du Président Chavez, dans l'histoire politique latino-américaine. Sa désintégration par un coup d'Etat ou une invasion étrangère détruirait les espoirs du peuple vénézuélien et serait une leçon pour les militaires latino-américains qui perdraient ainsi leur dignité. Les soldats du continent devraient réfléchir à l'avenir qui pourrait être celui de l'Amérique latine, dans l'hypothèse qu'ils continuent à servir la stratégie déprédatrice de l'Empire.

Le Venezuela est un pays pétrolier et depuis la mise en place du gouvernement du président Chavez il n'est plus la marionnette des USA. Le pays a décidé de s'approprier de ses propres ressources et de les destiner à améliorer le sort de son humble population. Il ne faut pas oublier que l'extrême pauvreté s'élevait à un taux de 40% de la population quand Chavez est

arrivé au pouvoir. Aujourd'hui, ce pourcentage est descendu à 7,3%. Cette population jouit actuellement de l'enseignement et la médecine gratuits.

L'objectif final de l'agression impérialiste est de récupérer ces énormes richesses naturelles vénézuéliennes, notamment le pétrole, le gaz naturel, le fer, les diamants et les ressources hydriques qui effectivement sont la réserve stratégique du pays, et appartiennent à son peuple, et même de par leur importance, à l'humanité toute entière. Contrôler toute cette richesse serait pour les USA l'assurance de maintenir sa condition de première puissance mondiale. C'est cette même motivation qui l'a mené à l'invasion de l'Afghanistan, de la Libye et de l'Irak, dont les populations souffrent encore aujourd'hui des conséquences, et c'est toujours le même motif qui l'a conduit à provoquer la tragique guerre civile en Syrie.

Maintenant, avec le recul, il ne nous est plus difficile de constater que les «droits humains» n'avaient pas grand-chose à voir là-dedans. On voit tous les jours les résultats obtenus par «ces coalitions démocratiques» qui sont allées piétiner ces gouvernements. Et avec quels résultats ? J'espère que les pays voisins du Venezuela, dont les gouvernements se disent «débordés» d'immigrants vénézuéliens, réfléchissent un peu et s'unissent pour sauver ce pays de ceux qui veulent l'écraser.

La mémoire est toujours bien courte. Décidément, il faut insister sur la manipulation des moyens de communication. Ils sont en général, dans les mains des adversaires des régimes vraiment démocratiques. Il y a quelques jours un journal latino-américain titrait en grandes lettres : «2 millions de personnes quittent le Venezuela : c'est la plus grande émigration en Amérique latine de ces dernières 50 années». Apparemment on a trop vite oublié que plus de 5 millions de Colombiens ont quitté leur pays, il n'y a pas si longtemps de cela, pour trouver refuge au Venezuela.

La vérité est qu'il existe déjà plusieurs projets pour faire une intervention militaire. Et toujours en invoquant

«la protection des droits humains» comme si c'était la préoccupation majeure de l'Empire de la finance. L'une de ses interventions serait menée par les Etats Unis et la Colombie, soutenus par le Brésil et l'OTAN. Tiens, tiens, l'OTAN est là aussi ? Et en quelle qualité ? Quelle serait sa compétence en Amérique latine ? Il y a-t-il un danger vénézuélien pour l'Europe ? Cela laisse à réfléchir, n'est-ce pas ?

Il est vrai que le gouvernement vénézuélien n'est pas parfait, bien loin de là. Mais de toute façon quel gouvernement l'est ? Et si l'on parlait du reste du monde ? Mais n'allons pas si loin, ce serait de mauvaise foi. Les erreurs, les manquements, les faiblesses et les contradictions attribués au gouvernement du président Maduro, c'est au peuple vénézuélien de les régler, à travers la voie démocratique qu'il a choisi lui-même. En d'autres mots, il s'agit de respecter la souveraineté du pays.

En conclusion, on retiendra d'une part, qu'il est bien difficile de ne pas faire un parallèle avec le coup d'Etat qui a affligé le Chili en 1973, lorsque le gouvernement américain avait promis de faire «hurler l'économie du pays», et qu'il a résulté de ces manœuvres qu'il ne pouvait y avoir de meilleur moyen pour en finir avec la si belle démocratie chilienne de l'époque. Voilà un autre exemple qui a très bien démontré que la guerre économique donne un excellent résultat, quand il s'agit de renverser un président, pour en trouver un autre qui ne demande qu'à vendre au meilleur prix, les richesses du pays qu'il gouverne.

D'autre part, il est essentiel de garder à l'esprit le poids que représentent à échelle mondiale, les énormes ressources présentes sur le continent latino-américain. Et pour n'en citer qu'une, il possède le 32% de ressources hydriques du monde ! Pauvre continent riche, souhaitons-lui un bon avenir !!!

Patricia Granada

S'INSCRIRE ET COLLABORER À LA MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos, analyses et commentaires relatifs à la politique de guerre de l'Alliance Atlantique. Nous invitons tous les lecteurs intéressés à s'y inscrire et à collaborer à cette recherche de documentation qui est indispensable pour comprendre la nature de l'Otan, les rapports de force en son sein, ses actions publiques et autres, ses objectifs réels, son fonctionnement tentaculaire, ses réseaux et partenariats.

- Pour s'inscrire, envoyez un e-mail vide à alerte_otan-subscribe@yahooogroupes.fr.
- Pour collaborer, soit vous envoyez directement votre message à alerte_otan@yahooogroupes.fr, soit vous l'envoyez à info@csoan.org et les modérateurs du CSO feront le nécessaire pour sa publication.

Facebook en partenariat avec un think-tank de l'Otan

En mai dernier, Facebook lançait publiquement un partenariat avec l'Atlantic Council, afin disent-ils, «d'exposer et d'expliquer la désinformation lors des élections dans le monde entier.»

La coopération n'a pas tardé à porter ses fruits : le 22 août dernier Mark Zuckerberg annonçait la suppression de 652 comptes, groupes et pages prétendument liés à la Russie et à l'Iran pour «comportement non authentique coordonné». Peut-être y a-t-il effectivement des 'faux-comptes' dans le tas. Peut-être y a en a-t'il quelques autres... Le Ron Paul Institute affirme que "les sites et les individus interdits sont ceux qui ont encouragé la coopération entre les Etats-Unis et la Russie et mis en garde contre l'aggravation du conflit politique et militaire potentiel entre les deux grandes puissances nucléaires du monde." Il est clair que la fumée faite autour des "fake-news" permet de faire passer dans l'indifférence quasi générale la censure des opinions dissidentes

L'Atlantic Council est un think tank, un groupe de réflexion et de lobby formé en 1961 dans le but «d'encourager la coopération entre les Etats-Unis et l'Europe». Parmi ses membres, Susan Rice, Richard Holbrooke et bien d'autres membres prestigieux des gouvernements US. L'ancien secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, le qualifie de «groupe de réflexion prééminent». Mais officiellement, il est indépendant du gouvernement US et de l'OTAN, malgré ces liens suffisamment évidents.

Il est assez intéressant de s'appuyer sur un groupe clairement lié à l'Otan pour lutter contre la désinformation. Le militaire est comme chacun sait tellement attaché à la Vérité, et l'Otan en particulier a tellement démontré son attachement à la propagation d'informations véridiques tout au long de son agression contre la Yougoslavie...

L'intérêt de l'Otan pour les réseaux sociaux n'est bien sûr pas nouveau. En juin 2011, un de ses porte-parole déclarait que «le secrétaire général, M. Anders Fogh Rasmussen, est un ardent défenseur des médias sociaux. Les pays de l'OTAN ont toujours été fermement déterminés à défendre les valeurs démocratiques, et le fait d'exprimer des idées et des opinions dans le cyberspace est un droit démocratique universel».

L'explosion des faux-comptes Facebook, avec des milliers de followers fantômes avait alors joué un rôle décisif dans le déclenchement des «Printemps Arabes» ; l'arme de la désinformation avait trouvé un tout nouveau vecteur qui semblait très efficace. Le bruit actuel autour des 'fake-news' traduit peut-être simplement la panique de ne plus avoir l'exclusivité de ces armes.

Roland Marounek

Oliver Stone dénonce le système fauteur de guerre

Au cours d'une réunion publique des «Writers Guild Awards», le cinéaste américain Oliver Stone auteur de : «Platoon, Né un 4 Juillet, Nous sommes tous sur Ecoute (sur E. Snowden) a déclaré :

«Dans les 13 guerres que nous avons déclenchées au cours des 30 dernières années et les 14 billions de dollars que nous avons dépensés et les centaines de milliers de vies qui ont péri sur cette terre, rappelez-vous que ce n'était pas un leader, mais

un système à la fois républicain et démocrate ... J'ai combattu ces gens qui mènent des guerres, toute ma vie. C'est un travail épuisant».

Lire intégralement > <https://tinyurl.com/y76k7j4s>

Poème

73e anniversaire d'Hiroshima et Nagasaki

La commémoration au Parc Hibakusha de l'Université de Mons s'est conclue ce 4 août 2018 par une rencontre entre les associations et personnes qui soutiennent la nécessité de FAIRE VIVRE LE PARC HIBAKUSHA AUJOURD'HUI ET DEMAIN. Les allocutions des différents participants sont publiées intégralement sur le site du CSO www.csotan.org. Dans ce numéro de notre bulletin, nous avons retenu la lecture d'un des Poèmes de la bombe atomique (1951) de Tôge Sankichi :

“Flammes”

D'une poussée écartant les fumées
Depuis la terre à demi obscurcie
Par des nuages bas et lourds
Suaire déployé
Heurtant la voûte céleste
Grinçant des dents
Se soulevant dansant dans l'air
S'unifiant
Noires rouges bleues les flammes
Qui soufflent dispersent des étincelles brillantes
Sur la ville entière maintenant
Sont dressées.

Ondulant comme des algues
Des rangs de flammes avancement.
Des troupes de vaches qu'on menait à l'abattoir
Roulent en avalanche sur les pentes de la rivière ;
Un pigeon couleur de cendres
Ailes crispées tombe sur le pont
Ceux qui sautillant
Sortant de sous des jets de fumée rampent,
Avalés dans les flammes,
Sont d'innombrables humains
À quatre pattes.

Sur un tas de braises effondrées
S'arrachant les cheveux
Rigidifiée

La malédiction se consume
Après ce temps condensé
Explosé

Rien que haine incandescente
Se répandant palpitante.
Un silence sans rime
S'accumule dans l'espace
Les chauds rayons d'uranium
Qui ont repoussé le soleil
Impriment sur la chair du dos des vierges
Le motif fleuri d'une soie fine,
Mettent instantanément en feu
La robe noire d'un prêtre

Six août mille-neuf-cent-quarante-cinq
En ce minuit en plein midi
L'homme à coup sûr a livré Dieu
Aux flammes
Cette nuit
La lumière en flammes de Hiroshima
Se reflète sur le lit de l'humanité ;
Avant longtemps l'histoire
Aura tendu une embuscade
À tout ce qui ressemble à Dieu.